

**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations  
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 14 avril 2017**

Aujourd'hui, le quatorze avril deux mille dix-sept à 15 heures 30, le Bureau dûment convoqué s'est réuni à la Salle Henri Lavielle à l'Hôtel Planté du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON, Odile LAFITTE et Céline SALLES

Messieurs Paul CARRERE, Gérard CASTET, Charles PELANNE et Bernard SOUDAR

Etaient excusés :

Monsieur Bernard POUBLAN

---

**OBJET : Marchés / Projet de Territoire Midour : lancement d'une consultation pour compléments relatifs à l'état des lieux et lancement d'une consultation pour les compléments à l'étude des débits naturels**

**Exposé des motifs :**

➤ L'état des lieux constitue la seconde étape du projet de territoire du Midour après la concertation préalable. Le sommaire de l'état des lieux a été validé en comité de pilotage en juin.

Initialement, il était prévu que l'état des lieux du projet de territoire du Midour soit réalisé en interne et achevé au printemps 2017, en s'appuyant sur les éléments présents dans l'état des lieux du SAGE Midouze et les études existantes.

Or les attentes des partenaires du projet, du comité technique, et les attentes exprimées lors des premiers ateliers de concertation insistent et se rejoignent sur la nécessité de disposer d'un état des lieux complet et actualisé, d'une analyse critique des études quantitatives existantes, mais aussi soulignent le besoin de nouvelles études. A cet effet, le comité technique et les deux animatrices (SAGE Midouze et Projet de territoire) travaillent de concert sur l'analyse critique des études et les cahiers des charges des études à actualiser au plus vite.

Au vu des attentes unanimes du comité technique et au regard du temps et des moyens humains pris en compte dans le cadre du projet de territoire, l'état des lieux se révèle sur plusieurs thématiques plus approfondi qu'initialement envisagé.

Or un point majeur mis en avant par l'ensemble des parties prenantes (Préfet de bassin, Préfets, services, élus, acteurs et usagers) de la réussite de la démarche Projet de territoire du Midour est le respect des délais annoncés.

Aussi, afin de ne pas étirer dans le temps la démarche, il est proposé d'externaliser une partie de l'état des lieux.



La prestation vise ici la rédaction des parties « contexte général » et « milieux naturels », la mise en forme de l'état des lieux dans sa globalité, ainsi que la rédaction d'une synthèse de chaque thématique (=hors présentation générale du bassin versant), faisant ressortir le diagnostic et les enjeux liés à la ressource en eau.

Le coût prévisionnel de cette prestation est de 15 000 € HT et serait imputé sur le coût des études du projet de territoire.

Les crédits nécessaires sont inscrits en report en section investissement.

➤ La deuxième consultation concerne les compléments aux chroniques initiales de débits naturels reconstitués (période 1969 - 2006) intégrant la période 2007-2016 pour actualiser les analyses statistiques sur les indicateurs d'étiage issus de ces débits naturels reconstitués, sur les stations de mesure incluse dans le périmètre du projet de territoire (Midour à Sorbets aval, Riberette à Aignan, Midour à Laujuzan, Midou à Arthez d'Armagnac, Ludon à Bougue, Midou à Villeneuve-de-Marsan, Midou à Mont-de-Marsan).

Un travail d'analyse statistique des indicateurs d'étiage est également demandé sur les débits mesurés, pour les stations de gestion CACG (Midour à Sorbets aval, Riberette à Aignan, Midour à Laujuzan, Midou à Arthez d'Armagnac).

Le coût prévisionnel de cette prestation est de 30 000 € HT et serait imputé sur le coût des études du projet de territoire.

Les crédits nécessaires sont inscrits en report en section investissement.

## LE BUREAU

Après avoir délibéré et à l'unanimité,

## D E C I D E

### Article 1

D'autoriser le Président à lancer les consultations et prendre toutes décisions relatives à la passation et signature de ces marchés.

### Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et Délibéré le 14 avril 2017 à Mont-de-Marsan,

Le Président,  
  
INSTITUTION ADOUR  
15 rue Victor Hugo  
40025 MONT DE MARSAN CEDEX  
Paul CARRERE